

Rentrée 2023: profs et parents inquiets des fermetures de classes

(), (AFP) -

Parents d'élèves et enseignants ont manifesté un peu partout en France avant les vacances: ils dénoncent les fermetures de classes annoncées pour la rentrée de septembre, défendues par le gouvernement qui argue d'une baisse de la démographie.

Le ministère de l'Éducation a présenté en décembre la répartition par académie des postes dans l'enseignement public pour septembre 2023, marquée par plus de 1.000 suppressions d'emplois, notamment dans les académies de Paris et de Lille.

À l'école primaire, une forte baisse démographique est à nouveau attendue, avec une diminution d'effectifs de quelque 63.700 élèves (il y avait déjà eu 50.000 élèves en moins à la rentrée 2022), après le pic des naissances du début des années 2000.

Dans ce contexte, l'enseignement public va connaître pour la rentrée 2023 une baisse de 667 postes (calculés en "moyens d'enseignement", en tenant compte du fait que des enseignants stagiaires sont à mi-temps et d'autres à plein temps).

Le second degré (collèges et lycées) enregistre lui aussi un recul démographique, mais très léger (-840 élèves), qui s'accompagnera toutefois d'une diminution de près de 500 postes (en moyens d'enseignement).

Sur le terrain, équipes enseignantes et parents d'élèves ont manifesté leur mécontentement devant les rectorats ou les préfetures, lors de conseils départementaux de l'Éducation nationale (CDEN), avant les vacances de février.

Avec 155 postes retirés en primaire et 182 dans le secondaire, Paris, qui perd des habitants, est l'académie la plus touchée. Le rectorat a prévu la disparition de 162 classes en primaire (178 suppressions pour 16 ouvertures), soit 3% du total. Une cinquantaine est aussi prévue en collège et une dizaine en lycée général. "On n'a jamais vu ça. Même pendant les années Sarkozy, on ne fermait pas autant de classes d'un coup", s'agace Sylvaine Baehrel, présidente de l'association de parents d'élèves FCPE Paris.

- "Pas encore définitif" -

"Pourquoi ne pas profiter de cette baisse démographique pour faire des classes avec peu d'élèves, afin de faciliter les apprentissages?", s'interroge-t-elle, regrettant qu'avec ces fermetures, "le nombre d'élèves par classe va forcément augmenter".

Selon une étude récente de l'agence statistique du ministère, la Depp, les élèves scolarisés en élémentaire en France sont en moyenne 22 par classe, contre 19,3 en moyenne dans l'Union européenne. Au collège, c'est 26 élèves en moyenne, contre moins de 21 dans l'UE.

Dans un rassemblement de quelque 200 personnes devant le rectorat de Paris mi-février, Annoushka Chaillet, mère d'un enfant de 9 ans en classe de CM1, expliquait "ne pas comprendre qu'un tel rouleau compresseur passe sur les classes du Nord-Est parisien". "On avait des écoles qui fonctionnaient très bien, qui vont devenir des écoles en souffrance, c'est absurde".

Selon la FCPE Paris, les quartiers les moins favorisés du Nord et de l'Est de Paris (18e, 19e et 20e arrondissement) sont les plus touchés par ces fermetures.

D'autres départements enregistrent des fermetures: 26 classes dans le Morbihan, 104 en Haute-Garonne (dont 25 à Toulouse), 73 dans l'Oise...

Jeff Di Giovanni, co-président de la FCPE des Alpes-de-Haute-Provence, ne décolère pas: "Depuis l'annonce de la nouvelle carte scolaire, qui ferme six classes dans le département, maires, parents d'élèves et enfants sont très mobilisés". "Le but est de tenter le dialogue au maximum avec la préfecture, il ne faut rien lâcher car des retouches sont encore possibles", assure-t-il.

Devant les députés à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye a tenté de rassurer face aux nombreuses questions posées sur la carte scolaire. "Le schéma présenté n'est pas encore définitif", a-t-il déclaré lors des questions au gouvernement.





PAYS :France
SURFACE :95 %
PERIODICITE :Quotidien



► 21 février 2023 - Edition Fil Gen

"Des ajustements vont être encore opérés d'ici le mois de juin, et également au mois d'août, quelques jours avant la rentrée scolaire", a laissé espérer le ministre. Qui dit regarder attentivement "les situations les plus problématiques, y compris dans les départements ruraux".

Afp le 21 févr. 23 à 05 01.

